



Un printemps de luttes !

Après la grève *Educ'* du 12 mars,

Toutes et tous ensemble le 23 mars !

Grève interprofessionnelle CGT, FSU, Solidaires, UNSA, CFDT

Le mécontentement chez les personnels de l'Éducation nationale s'amplifie. À force de faire passer des réformes contre l'avis majoritaire des personnels (« réforme de la formation », « rénovation » de la voie professionnelle, « réforme » du lycée, réformes Darcos dans le 1^{er} degré...), à force de coupes sombres budgétaires qui dégradent les conditions de travail des personnels et d'études des élèves, **le ras le bol est devenu général.**

→ Ras le bol de la dégradation des conditions de travail

Des classes de plus en plus chargées (+ 35 élèves en LGT, 30 en Bac pro, 24 parfois en CAP, seuils maximum non respectés en ZEP), manque de remplacements dans le 1^{er} et le 2nd degrés, multiplication des tâches et des réunions sans réduction légitime de notre temps de travail ni d'une revalorisation salariale.

La CGT Educ'action revendique :

- des classes à 24 élèves,
- une revalorisation salariale immédiate : 70 pts d'indice (320 €) pour tous et grille débutant à deux fois le SMIC,
- des personnels remplaçants volontaires.

→ Ras le bol de la précarité

Le CDI n'évite pas la précarité. Les contrats précaires se multiplient (CDD, contrats aidés...) et touchent tous les personnels (enseignants, agents, Aed, EVS...).

La CGT Educ'action revendique :

- un plan de titularisation (promis par Sarkozy à la télévision) sans condition de concours ni de nationalité mais avec une formation,
- un « statut » d'étudiant surveillant avec recrutement académique et prise en compte de critères sociaux.

→ Ras le bol des suppressions d'emplois

62 000 emplois d'enseignants depuis 2003, 16 400 à la rentrée prochaine, et baisse continue des moyens : les dépenses d'éducation dans le PIB ont encore baissé d'un point cette année !

La CGT Educ'action revendique :

- un collectif budgétaire pour rétablir les emplois supprimés et créer des postes nécessaires (notamment dans le 1^{er} degré),
- la prise en compte de la hausse démographique, réelle dans le 1^{er} degré et au collège, et à venir dans les lycées,
- des moyens pour pouvoir travailler dans tous les établissements (écoles, collèges, LGT, LP).

→ Ras le bol des réformes à la hussarde dont le but est d'économiser des moyens et de libéraliser notre système public d'éducation.

La CGT Educ'action revendique :

- Le retrait de la réforme du lycée et de la modification du fonctionnement des EPLE,
- De vraies réformes (du lycée et de la voie professionnelle) donnant aux trois voies une égale dignité et tenant compte des particularités de l'enseignement professionnel (durée des cursus notamment...),
- Une vraie réflexion pédagogique à l'inverse de celle où annualisation et autonomie sont utilisées comme instruments de dérégulation mettant personnels et établissements en concurrence,
- L'abandon des réformes Darcos dans le 1^{er} degré, la prise en compte des difficultés avec des moyens spécifiques (RASED...),
- L'abandon de la masterisation et la mise en place d'une vraie formation de 2 ans comme fonctionnaires stagiaires avec un concours après la licence.

L'AFFECTATION

DES FUTURES STAGIAIRES

EST UN VÉRITABLE SCANDALE !

Elle réduit le temps de formation, sa mise en place (différente selon les académies) revient à mettre les stagiaires 18 h devant élèves dans le 2nd degré, les professeurs des écoles seront à temps complet une grande partie de l'année (soit 27 h !).

Ainsi, « enseigner ne serait plus un métier qui s'apprend » !

Ce n'est pas acceptable !

Tous les secteurs professionnels, publics et privés, sont concernés par ces dégradations.

Tous ensemble, imposons d'autres choix !





« Le gouvernement n'a apporté aucune réponse concrète sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques », indiquent les organisations syndicales à la sortie du dernier sommet social à l'Élysée.

» Santé

La loi « Hôpital, patients, santé et territoires » a pour objectif de remodeler en profondeur le système de santé, de soins et de Sécurité Sociale.

Objectif : réduire les dépenses de la Sécu et aller plus loin dans la privatisation du système de santé.

Exemples : ne plus prendre en charge à 100 % les maladies de longue durée, dé rembourser certains soins, fermer des structures hospitalières de proximité ...

C'est moins de service public et de démocratie et le gouvernement parle du déficit de la Sécu...

Mais les nouvelles lois sur le travail s'accompagnent de nouvelles exonérations de cotisations des employeurs (32 milliards d'€ en 2008, plus 50 % en quatre ans) et l'État emprunte gratuitement à la Sécu en ne réglant pas toujours sa dette (2,6 milliards d'€) !

» Salaire

Depuis plus de 20 ans, les politiques salariales portent un coup aux salaires. La crise est le nouvel argument pour les bloquer, dans le privé et le public.

Tous les salariés sont touchés. La part des salaires dans la valeur ajoutée est inférieure de 3 points aux années 1950/1960, soit une perte de 60 milliards d'€ par an, et plus de deux fois le plan de relance du gouvernement !

Dans le même temps, les prix ne cessent d'augmenter et le pouvoir d'achat des salariés de se dégrader alors que les milieux financiers continuent d'engranger d'énormes profits (Total : 8 milliards d'€ de bénéfices, Sanofi Aventis : 7,8 milliards...).

Pour les salariés, c'est précarité, flexibilité, bas salaires, fins de mois difficiles, difficultés sociales...

La question du partage des profits est plus que jamais une exigence.

La CGT revendique :

- une revalorisation du SMIC à 1 600 € bruts,
- une augmentation générale des pensions et revenus de remplacement.

» Retraite

De Balladur à Fillon, les réformes n'ont rien réglé !

Ils avaient dit : « Pas question de toucher au montant des pensions ». Pourtant, les réformes passées conduisent à une baisse généralisée des retraites dans tous les régimes.

La retraite à 60 ans est remise en cause du fait de l'allongement de la durée de cotisation. Le salarié n'a souvent d'autre choix qu'une pension réduite ou la poursuite de son activité.

La cible est le système par répartition reposant sur la solidarité entre générations. Inquiets, nombre de salariés sont tentés par l'épargne retraite -la capitalisation- et pourraient s'écarter de la répartition, entraînant de graves difficultés pour les régimes et les retraités. **Bilan des réformes : des déficits de plus en plus importants !**

La CGT propose des solutions durables...

- **Pour répondre aux besoins des salariés et retraités :** garantir la retraite dès 60 ans, avec des pensions d'au moins 75 % du revenu net d'activité pour une carrière complète...

- **Pour assurer le financement des retraites :** faire contribuer tous les revenus (intéressement, stock-options : 10 milliards d'€ de manque à gagner en 2009), imposer une autre politique de l'emploi (1 million d'emplois en plus, c'est 5 milliards d'€ de rentrées de cotisations), augmenter (30 milliards d'€ d'exonérations en 2009 !) et moduler les cotisations patronales (en fonction des politiques d'emploi des entreprises).

» Emploi

La France a détruit 600 000 emplois depuis le début de la crise.

50 000 destructions d'emplois sont à venir en 2010.

25 % des jeunes actifs sont au chômage.



Les aides massives aux banques ont conforté les profits des entreprises, sans reprise d'activité ni baisse du chômage. Et le gouvernement persiste à supprimer des postes indispensables aux missions de services publics.

En France comme en Europe, refusons de payer les frais d'une crise dont nous ne sommes pas responsables.

Tous et toutes en grève le 23 mars !